



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/MP.WH/2/Add.2
EUR/06/5069385/1/Add.2
3 juillet 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

**COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'EUROPE**

**ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ
BUREAU RÉGIONAL POUR L'EUROPE**

RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE
SUR L'EAU ET LA SANTÉ RELATIF À
LA CONVENTION SUR LA PROTECTION
ET L'UTILISATION DES COURS D'EAU
TRANSFRONTIÈRES ET DES LACS
INTERNATIONAUX

**RAPPORT DE LA RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE SUR L'EAU ET
LA SANTÉ RELATIF À LA CONVENTION SUR LA PROTECTION ET
L'UTILISATION DES COURS D'EAU TRANSFRONTIÈRES ET DES
LACS INTERNATIONAUX SUR SA PREMIÈRE RÉUNION
(Genève, 17-19 janvier 2007)**

Additif

Déclaration et décisions adoptées par la Réunion des Parties

Le présent document contient la déclaration de la première Réunion des Parties, les décisions I/1, I/4, I/5, ainsi que le mandat du Groupe de travail de l'eau et de la santé. Pour des raisons pratiques, la décision I/2 sur l'examen du respect des dispositions de la Convention est publiée dans le document ECE/MP.WH/2/Add.3 – EUR/06/5069385/1/Add.3, et la décision I/3 sur le mécanisme spécial de facilitation de projets est publiée dans le document ECE/MP.WH/2/Add.4 – EUR/06/5069385/1/Add.4.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Déclaration de la première Réunion des Parties	3
Décision I/1 Intégration des activités et des priorités des travaux s'inscrivant dans le cadre du Protocole dans l'élaboration des politiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)	6
Décision I/4 Désignation et responsabilités des coordonnateurs.....	7
Décision I/5 Arrangements financiers pour la mise en œuvre du Protocole	8
Mandat du Groupe de travail de l'eau et de la santé.....	10

DÉCLARATION DE LA PREMIÈRE RÉUNION DES PARTIES

Nous, Parties au Protocole sur l'eau et la santé, rassemblées à Genève du 17 au 19 janvier 2007 pour notre première réunion:

1. *Réaffirmons* les engagements pris lors de l'adoption du Protocole sur l'eau et la santé à la Convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux.

2. Rappelant l'objectif ultime et les principes du Protocole et les engagements pris au titre de celui-ci, *confirmons* que nous sommes résolues à atteindre les objectifs convenus au niveau international concernant la viabilité du point de vue écologique, notamment la gestion intégrée des ressources en eau, l'accès à l'eau potable et l'assainissement, tels qu'ils sont énoncés dans le programme Action 21, la Déclaration du Millénaire, le Plan de mise en œuvre de Johannesburg et les décisions de la Commission du développement durable à sa treizième session.

3. *Considérons* que l'eau est un élément de première nécessité pour l'être humain, que l'accès à l'eau et à l'assainissement sont des services sociaux de base et qu'il est intolérable que les maladies liées à l'eau continuent de faire d'innombrables victimes au XXI^e siècle, et soulignons que les pouvoirs publics doivent prendre les mesures voulues pour rendre ces services efficaces et accessibles.

4. *Rappelons* que l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2005-2015 Décennie internationale d'action sur le thème «L'eau, source de vie» pour la mise en œuvre des engagements internationaux concernant l'eau salubre et un assainissement adéquat.

5. *Réaffirmons* notre attachement aux priorités fixées à la quatrième Conférence ministérielle sur l'environnement et la santé (Budapest, juin 2004), en particulier notre engagement à prendre des mesures propres à améliorer l'approvisionnement en eau salubre et l'assainissement pour tous les enfants de la Région européenne conformément au but prioritaire régional 1 du Plan d'action pour l'environnement et la santé des enfants en Europe.

6. *Reconnaissons* le travail accompli grâce au Système d'information sur les maladies infectieuses (CISID) de l'Organisation mondiale de la santé et soulignons l'importance de cet outil s'agissant de fixer des objectifs réalistes et de suivre les progrès réalisés dans la lutte contre les maladies liées à l'eau.

7. *Prenons note* de l'initiative du Gouvernement norvégien d'accueillir la Table ronde d'Oslo sur l'eau et la santé en Europe et *continuons* de promouvoir la coopération internationale.

8. *Constatons avec préoccupation* que d'importants groupes de population dans notre région n'ont pas durablement accès à une eau salubre ou à des installations sanitaires adéquates et, outre cela, *notons avec inquiétude* les effets de phénomènes météorologiques extrêmes, tels les inondations, les périodes de sécheresse, les vagues de chaleur et les vagues de froid, dans différentes parties de la Région européenne, et leurs conséquences pour la gestion durable des ressources en eau et de la santé des populations.

9. *Nous félicitons* des débats sur le droit à l'eau qui ont eu lieu lors de la table ronde sur le droit à l'eau et le Protocole sur l'eau et la santé intitulé «Faire de l'accès à l'eau une réalité», qui a fait ressortir les synergies entre le Protocole et l'approche axée sur les droits de l'homme.

10. *Invitons* les Parties et les non-Parties au Protocole à œuvrer de concert pour veiller à ce que l'ensemble de la population de la région ait accès à l'eau potable dans des conditions de sécurité, en quantité suffisante et à un prix abordable, notamment en déterminant les régions où l'approvisionnement en eau et l'assainissement sont insuffisants et où l'incidence des maladies liées à l'eau est la plus élevée, en prenant des mesures appropriées de gestion des risques telles que le traitement de l'eau sur place, en mettant en place dans les meilleurs délais des plans relatifs à la salubrité de l'eau afin d'optimiser l'évaluation et la gestion des risques concernant l'approvisionnement en eau potable et en appuyant des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement à l'échelon de la collectivité.

11. *Étudions* la possibilité de développer et de relier entre eux les systèmes actuels d'information sur les questions d'environnement et de santé se rapportant à l'eau, à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement pour en faire un outil permettant de définir des objectifs, de suivre les progrès accomplis et d'établir des rapports à l'échelle nationale, et de faciliter les comparaisons entre les pays et les régions.

12. *Nous déclarons disposées* à poursuivre et étendre notre coopération avec les autres organisations du système des Nations Unies, les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les organes conventionnels et les organismes s'occupant des questions relatives à la santé et à l'eau, dans le but notamment d'anticiper, de détecter et de prévenir tout impact sur la santé des populations.

13. *Convenons* de privilégier les domaines prioritaires associés aux engagements pris au titre du Protocole, à savoir la sensibilisation et le renforcement des capacités en ce qui concerne les questions de santé liées à l'eau; le renforcement des systèmes de surveillance et d'alerte précoce, des plans d'urgence et des capacités d'intervention; l'accès à l'eau et à des systèmes d'assainissement adéquats en toute sécurité dans des conditions normales et extraordinaires, en tenant compte des questions d'équité; la mise en place d'une gestion intégrée des petits systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement; le partage des données d'expérience sur les questions pertinentes entre les pays; et la mise au point d'un mécanisme pour l'établissement d'objectifs et le suivi des progrès accomplis dans leur réalisation.

14. *Invitons* les pays, les institutions financières et les mécanismes de financement à apporter des fonds aux fins de la réalisation des objectifs du Protocole. Nous les invitons en particulier à envisager de verser des contributions volontaires aux fonds d'affectation spéciale du Protocole.

15. *Demandons* au Secrétaire exécutif de la CEE et au Directeur régional du Bureau régional pour l'Europe de l'OMS de fournir des ressources adéquates pour le secrétariat commun et pour la mise en œuvre du programme de travail.

16. *Nous félicitons* de la création du Comité d'examen du respect des dispositions, chargé de faciliter, promouvoir et chercher à garantir le respect des dispositions du Protocole par les Parties en appliquant une procédure non judiciaire, non conflictuelle et fondée sur la coopération.

17. Considérant les dispositions de l'article 14 sur l'appui international à l'action menée au niveau international, *sommes déterminées à mettre en œuvre* le mécanisme spécial de facilitation des projets visant à faciliter l'identification, le financement et la mise en œuvre effective des projets dans les pays en transition, en particulier ceux d'Europe du Sud-Est et d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale.

18. *Sommes résolues* à coopérer avec la Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux pour toutes les questions d'intérêt commun.

19. *Reconnaissons* le rôle important de la sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (Belgrade, 10-12 octobre 2007) et *soulignons* l'importance des synergies entre la mise en œuvre du Protocole sur l'eau et la santé et le processus «Un environnement pour l'Europe».

20. *Reconnaissons* le rôle important du processus relatif à l'environnement et à la santé en Europe et *soulignons* la contribution que peut apporter le Protocole sur l'eau et la santé à la réalisation des objectifs fixés à la quatrième Conférence ministérielle sur l'environnement et la santé, tenue en 2004 à Budapest. Nous contribuerons au processus, en particulier à la cinquième Conférence ministérielle qui doit se tenir en 2009 en Italie, notamment par l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à des systèmes d'assainissement adéquats pour toutes les populations et par le partage de données d'expérience.

21. *Demandons instamment* à tous les signataires qui ne sont pas encore Parties au Protocole et aux États et organisations régionales d'intégration économique qui ne l'ont pas encore signé de devenir Parties dans le meilleur délai.

DÉCISION I/1

INTÉGRATION DES ACTIVITÉS ET DES PRIORITÉS DES TRAVAUX S'INSCRIVANT DANS LE CADRE DU PROTOCOLE DANS L'ÉLABORATION DES POLITIQUES DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)

La Réunion des Parties au Protocole sur l'eau et la santé,

Notant que les programmes mondiaux de l'OMS en matière de prévention et de lutte contre les maladies transmissibles et le paludisme, de promotion de la santé et de nutrition reconnaissent l'importance déterminante à bien des égards de l'eau pour la santé,

Consciente des problèmes et défis identifiés dans le programme général de travail de l'OMS pour la période 2006-2007 au sujet des conséquences sanitaires du manque d'eau et de la dégradation de la qualité de l'eau, auxquelles s'ajoutent les incidences des phénomènes météorologiques extrêmes,

Prenant acte des travaux d'élaboration d'orientations normatives reposant sur des observations factuelles et de bonnes pratiques concernant la qualité de l'eau, le renforcement de la capacité des pays à gérer l'information sur l'hygiène du milieu et la mise en œuvre de politiques intersectorielles, ainsi que des efforts pour prendre en compte les problèmes liés à la salubrité de l'environnement rencontrés par les groupes de population vulnérables et à haut risque, en particulier les enfants,

Consciente des activités menées dans le cadre des conférences ministérielles sur l'environnement et la santé plus récentes, notamment l'adoption du Plan d'action pour l'environnement et la santé des enfants en Europe et son premier objectif prioritaire régional qui consiste à assurer aux enfants européens l'accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat,

Tenant compte de l'importance que donne le onzième programme général de travail 2006-2015 de l'OMS à la présentation d'informations détaillées sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé, conformément aux dispositions de la Constitution de l'Organisation, et de la relation entre ses activités et les objectifs 1 (Réduction de l'extrême pauvreté), 4 (Réduction de la mortalité infantile), 7 (Assurer un environnement durable) et 8 (Mise en place d'un partenariat mondial pour le développement),

Rappelant que le Directeur régional du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe exerce les fonctions de cosecrétaire du Protocole sur l'eau et la santé,

1. *Prie* le Directeur régional du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe d'informer les organes directeurs du Bureau, notamment son comité régional, des décisions prises par la Réunion des Parties, et de veiller à ce que des ressources suffisantes soient disponibles à l'appui du secrétariat commun et pour la mise en œuvre du Protocole;

2. *Invite* le Comité régional du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe à prendre connaissance du plan de travail adopté par la Réunion des Parties au Protocole, et à contribuer à sa mise en œuvre en le prenant dûment en compte lors de l'élaboration du programme de travail et du budget du Bureau.

DÉCISION I/4

DÉSIGNATION ET RESPONSABILITÉS DES COORDONNATEURS

La Réunion des Parties au Protocole sur l'eau et la santé,

Consciente des liens importants qui existent entre les questions relatives à l'eau et celles qui concernent la santé,

Désireuse de promouvoir la synergie entre l'environnement et la santé,

1. *Demande* aux Parties qui ne l'ont pas encore fait de désigner un ou plusieurs coordonnateurs nationaux pour le Protocole et, au besoin, des personnes à contacter pour des questions particulières relevant de cet instrument, ainsi que de communiquer leurs coordonnées au secrétariat et d'informer celui-ci de tout changement ou ajout ultérieur;
2. *Invite* les non-Parties et les organisations intéressées qui ne l'ont pas encore fait à désigner un ou plusieurs coordonnateurs pour le Protocole et, au besoin, des personnes à contacter pour des questions particulières relevant de cet instrument, ainsi qu'à communiquer leurs coordonnées au secrétariat et à informer celui-ci de tout changement ou ajout ultérieur;
3. *Prie* le secrétariat de tenir à jour la liste des coordonnateurs et des personnes à contacter pour des questions particulières visées par le Protocole et de l'afficher sur le site Web du Protocole pour faciliter l'échange d'informations;
4. *Demande* aux Parties de prendre les dispositions internes voulues pour que les coordonnateurs désignés puissent s'acquitter de leurs tâches en vue de promouvoir et soutenir les activités liées au Protocole dans leur pays ou leur organisation. Les coordonnateurs devraient faciliter ou coordonner, entre autres:
 - a) La diffusion d'informations relatives au Protocole aux autorités et aux organisations nationales concernées ainsi qu'au grand public, s'il y a lieu;
 - b) La fourniture au secrétariat de renseignements pouvant aider les Parties et les non-Parties à appliquer le Protocole;
 - c) Les demandes d'informations émanant du public, lorsqu'il y a lieu.

DÉCISION I/5

ARRANGEMENTS FINANCIERS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE

La Réunion des Parties,

Rappelant le programme de travail qu'elle a adopté pour 2007-2009,

Reconnaissant que, pour assurer une application effective du Protocole, il faut, entre autres, disposer de ressources financières et humaines suffisantes,

Estimant que la nécessité de disposer de sources de financement stables et prévisibles ainsi que le partage équitable de la charge, la transparence et l'obligation de rendre des comptes doivent être les principes directeurs de tout arrangement financier mis en place au titre du Protocole,

Résolue à faire en sorte que les ressources nécessaires soient disponibles pour la mise en œuvre des éléments de base du programme de travail,

Estimant qu'un plan de contributions volontaires versées par les Parties, les Signataires, d'autres États ou des organisations d'intégration économique régionales ainsi que d'autres partenaires peut offrir une solution efficace et réalisable à court ou moyen terme,

Reconnaissant qu'à plus long terme, il conviendrait d'envisager de mettre en place des arrangements financiers stables et prévisibles pour la mise en œuvre des éléments de base du programme de travail, en s'appuyant par exemple sur le barème des quotes-parts de l'ONU ou d'autres barèmes appropriés,

1. *Crée* deux fonds qui seront alimentés par les contributions volontaires des Parties, des Signataires, d'autres États ou des organisations d'intégration économique régionales ainsi que d'autres partenaires, dans le but de favoriser la promotion et l'application effective du Protocole. Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la coopération technique sera géré par le secrétariat de la CEE conformément aux règles de gestion financière et règlements financiers en vigueur à l'ONU. La gestion du Fonds de contributions volontaires sera confiée au Bureau régional pour l'Europe de l'OMS conformément aux règles de gestion financière de l'OMS;

2. *Décide* que les deux fonds pourront être utilisés, notamment, pour:

a) Favoriser la participation d'experts et de représentants des pays en transition, en particulier des pays d'Europe du Sud-Est, d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale, aux réunions des Parties, aux réunions des organes subsidiaires de la Réunion des Parties et aux ateliers, séminaires, colloques et autres réunions informelles organisés dans le cadre du Protocole (frais de voyage et/ou indemnité journalière de subsistance, selon les cas);

b) Apporter un concours technique aux Parties, en particulier aux pays en transition, aux fins de l'application du Protocole et du respect de ses dispositions;

- c) Assurer la participation du secrétariat commun aux réunions des organes subsidiaires, ateliers, séminaires, colloques et autres réunions officielles ou officieuses se rapportant aux activités au titre du Protocole;
- d) Couvrir les frais du secrétariat commun associés à la mise en œuvre du programme de travail qui ne sont pas financés par les budgets ordinaires de la CEE et du Bureau pour l'Europe de l'OMS;
- e) Payer les honoraires et frais de voyage de certains consultants;
- f) Organiser des activités destinées à promouvoir le Protocole dans d'autres régions;
- g) Élaborer des publications, et notamment financer les coûts d'édition, de traduction et d'impression de ces textes.

3. *Reconnaît* que des contributions volontaires, se chiffrant à un montant total minimum de 3 451 500 dollars, sont nécessaires pour couvrir les coûts des activités inscrites au programme de travail pour 2007-2009, dont un montant de 2 816 000 dollars couvrirait les besoins de base et un montant de 635 500 dollars servirait à financer les autres besoins;

4. *Charge* le secrétariat commun de faire correspondre les demandes d'utilisation des fonds et les contributions, compte tenu des conditions fixées par les donateurs, le cas échéant; de faire émettre les autorisations de voyage, les billets et les bons d'échange, s'il y a lieu; de soumettre au besoin des états comptables aux donateurs; enfin, de faire rapport à la Réunion des Parties sur les contributions versées aux fonds d'affectation spéciale et sur leur utilisation;

5. *Charge* le Groupe de travail de l'eau et de la santé et le Bureau de contrôler la gestion des fonds, eu égard aux priorités convenues, et le Bureau de prendre les mesures qui s'imposent pour mobiliser des ressources;

6. *Invite* les Parties, les Signataires, les autres États, les organisations de coopération économique régionales et d'autres partenaires, qui sont en mesure de le faire, à verser des contributions volontaires aux fonds ou à apporter des contributions en nature pour soutenir la mise en œuvre du programme de travail et remercie les Parties, les Signataires, les autres États, les organisations d'intégration économique régionales et d'autres partenaires qui se sont déjà engagés à le faire;

7. Pour ce qui est des ressources gérées par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale de la CEE, *approuve* les principes directeurs en matière d'assistance financière destinée à favoriser la participation d'experts et de représentants des pays en transition, en particulier des pays d'Europe du Sud-Est, d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale, définis et périodiquement mis à jour par le Comité des politiques de l'environnement, tout en reconnaissant que l'octroi de tout soutien financier sera fonction des ressources disponibles;

8. *Décide* d'examiner la question des arrangements financiers à sa deuxième réunion.

MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'EAU ET DE LA SANTÉ

1. Le Groupe de travail de l'eau et de la santé, qui est chargé d'exécuter le programme de travail, est un organe subsidiaire à composition non limitée de la Réunion des Parties.
2. Le Groupe de travail:
 - a) Prépare les réunions des Parties;
 - b) Supervise et dirige les activités des organes subsidiaires créés par la Réunion des Parties et toutes les autres activités exécutées au titre du programme de travail. Dans ce contexte, il fait le point de l'expérience acquise et élabore des projets de recommandations et d'autres instruments à caractère non contraignant. Il doit:
 - i) Examiner les politiques, stratégies et méthodologies intéressant la santé et la sécurité ainsi que la protection et l'utilisation des ressources en eau;
 - ii) Analyser les incidences de ces politiques, stratégies et méthodologies;
 - iii) Aider la Réunion des Parties à élaborer des mesures de riposte; et
 - iv) Promouvoir l'harmonisation des règles et des règlements dans des domaines précis.
3. Le Groupe de travail donne des conseils – entre les réunions des Parties – sur la mise en œuvre du programme de travail. Il peut donner des conseils sur l'actualisation du programme de travail et son adaptation à l'évolution de la situation;
 - c) Se tient informé de la nécessité d'amender le Protocole et prépare des propositions à cette fin pour la Réunion des Parties;
 - d) Adresse à la Réunion des Parties les propositions et recommandations qu'il juge nécessaires pour atteindre les objectifs du Protocole; et
 - e) Accomplit toutes les autres tâches qui lui sont confiées par la Réunion des Parties.
4. Le Groupe de travail se réunit au moins une fois par an. Il organise ses travaux dans la limite des ressources disponibles et selon les modalités qu'il juge les plus efficaces, par exemple en créant des équipes spéciales et des groupes spéciaux d'experts, en organisant des réunions parallèlement à d'autres réunions et en conduisant des débats sur support électronique.
